

MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté n°080 MDR/DCAB/SGM/DA/CP du 6 février 2001, portant création et fonctionnement du réseau de surveillance épidémiologique (RE. SUR. EP.) au Bénin

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL,

Vu la loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;

Vu la proclamation, le 1er avril 1996 par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996

Vu le décret n°99-309 du 22 juin 1999 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n°96-402 du 18 septembre 1996 fixant les structures de la Présidence de la République et des Ministères ;

Vu le décret n°97- 279 du 11 juin 1997 portant attributions organisation et fonctionnement du Ministère du Développement Rural ;

Vu l'arrêté n°0029/MDR/DC/CC/CP du 13 janvier 1992, portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de l'Elevage,

Vu l'arrêté n°392/MDR/DC/SG/CC/CP du 24 septembre 1998, portant création du Centre National de Surveillance Epidémiologique et d'Hygiène Alimentaire,

Vu la convention n°6125/RECI du 30 août 1999, entre la Commission des Communautés Européennes et l'Organisation de l'Unité Africaine au 1er Programme Panafricain de Contrôle des Epizooties (PACE),

Sur proposition du Directeur de l'Elevage,

Sur décision du Conseil des Ministres en sa séance du mercredi 14 février 2001,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

De la Création et de l'Objet

Article premier .- Il est créé une structure de suivi continu de l'état de santé des animaux domestiques au Bénin dénommée : Réseau de Surveillance Epidémiologique (RE. SUR. EP.).

Art 2.- Le réseau de Surveillance Epidémiologique a pour objet la détection rapide et la maîtrise des foyers d'apparition des épizooties sur toute l'étendue du territoire national.

Art 3.- L'épidémiosurveillance est une méthode fondée sur des enregistrements en continu, en réseau ou en système. Elle consiste à suivre l'état de santé ou les facteurs de risques d'une population définie, en particulier à détecter l'apparition de processus pathologiques et à en étudier le développement dans le temps et dans l'espace en vue de l'adoption de mesures appropriées de lutte.

Art 4.- L'épidémiovigilance consiste à détecter l'apparition d'événements pathologiques inconnus jusqu'alors ou nouveaux sur un territoire donné, dans l'optique d'entreprendre une lutte précoce.

Art 5.- L'épidémiosurveillance et l'épidémiovigilance constituent des outils d'aide à la décision.

Art 6.- Le Réseau de Surveillance Epidémiologique et ses organes nationaux ont pour mission de veiller à l'amélioration de la situation sanitaire du cheptel national et de lutter contre les maladies contagieuses.

Art 7.- Le siège de Réseau est fixé à la Direction de l'Elevage à Cotonou. Il peut être transféré dans une autre localité du Bénin, par Décision du Ministre du Développement Rural.

TITRE II

Des Maladies Animales Concernées et des Objectifs Spécifiques

Art 8.- En tenant compte de l'impact économique et en santé publique des maladies majeures du bétail sur les productions animales d'une part et sur les populations d'autre part, les priorités et les objectifs spécifiques se présentent comme suit :

- Priorité n°1 : Peste Bovine (PB)

La surveillance sérologique, clinique, virologique et une intervention rapide en cas de réapparition sont les objectifs spécifiques y afférents ;

- Priorité n°2 : Péripneumonie Contagieuse Bovine (PPCB), Peste Porcine Africaine (PPA), Peste des Petits Ruminants (PPR), Fièvre aphteuse (FA), Maladie de Newcastle (MN), et autres maladies infectieuses de la liste A de l'Office International des Epizooties.

Sont visées dans ce cas :

- la recherche d'éventuels foyers,
- la sérosurveillance de la PPCB et de PPR pour l'estimation de la couverture immunitaire,
- des interventions précoces,
- une étude de la prévalence et de l'incidence,
- une lutte appropriée.

- Priorité n°3 : Zoonoses majeures : Brucellose, Tuberculose, Rage, Charbons bactérien et symptomatique.

L'étude de leurs prévalence, de leurs incidences et des mesures appropriées de lutte sont les objectifs prévus.

- Priorité n°4 : Trypanosomose, Cowdriose et autres parasitoses sanguicoles et gastro-intestinales.

L'étude de leurs prévalences, de leurs répartitions géographiques et une aide aux agents pour leur diagnostic figurent au titre des objectifs spécifiques.

TITRE II

De l'Organisation et du Fonctionnement du Réseau de Surveillance Epidémiologique (RE.SUR.EP)

Chapitre 1 : De l'organisation du Réseau de Surveillance Epidémiologique

Art 9.- Pour remplir sa mission, le Réseau de Surveillance Epidémiologique travaille en étroite collaboration avec les structures et acteurs de terrain, les pays voisins, le Bureau Inter-Africain d's Ressources Animales de l'Organisation de l'Unité Africaine (IBAR/ OUA) et, en particulier, avec le Programme Panafricain de Contrôle des Epizooties (PACF)

Art 10.- Le Réseau de Surveillance Epidémiologique comprend :

- un Comité de Pilotage,
- une Cellule Technique,
- une Unité de Coordination, le Centre National de Surveillance

Epidémiologique et d'Hygiène Alimentaire (CNSEHA) de la Direction de l'Elevage,

- des unités régionales,
- des postes de surveillance active,
- les postes vétérinaires au sein des Centres d'Action Régionale pour le Développement Rural (CARDER),
- les Associations d'éleveurs,
- les vétérinaires privés individuels ou associés.

Chapitre 2 : Des attributions, de la composition et du fonctionnement des Organes du Réseau de Surveillance Epidémiologique

Section 1 : Du Comité de Pilotage :

Art 11.- Le Comité de Pilotage est chargé de la programmation, du suivi et de l'évaluation des activités du réseau.

Il valide les résultats obtenus, autorise leur diffusion et assure au Réseau de Surveillance Epidémiologique es moyens de fonctionnement. Il se réunit tous les trois mois.

Il est composé comme suit :

Président : Le Ministre du Développement Rural ou son Représentant,

Vice-Président : Le Directeur de l'Elevage ou son Représentant,

Rapporteur : Le Coordinateur du Centre National de Surveillance Epidémiologique et d'Hygiène Alimentaire (CNSEHA),

Membres : - Les Directeurs Généraux des CARDER ou leurs Représentants,

- un Représentant du Ministre chargé de la Défense Nationale,
- un Représentant du Ministre chargé de l'Intérieur,
- un Représentant des Eleveurs,
- un Représentant des Professionnels Privés.

Section 2 : De la Cellule Technique

Art 12.- La Cellule Technique est chargée :

- de soumettre les plans d'opération au Comité de Pilotage,
- d'animer le Réseau et d'exécuter les activités,
- d'évaluer les résultats des enquêtes,
- d'adresser le rapport mensuel d'activités au Directeur de l'Elevage,
- de diffuser le bulletin trimestriel d'informations à l'intention des partenaires du Réseau,
- de veiller au fonctionnement du Réseau.

Elle se compose de :

Président : - le Directeur de l'Elevage ou son Représentant,

Rapporteur : - le Coordonnateur du Centre National de Surveillance Epidémiologique et d'Hygiène Alimentaire (CNSEHA),

Membre : - le Directeur Général du CARDER-OUEME ou son Représentant,

- le Directeur Général du CARDER-ATACORA ou son Représentant,

- le Coordonnateur National des Activités de séro-surveillance,

- le Responsable du Laboratoire de Diagnostic Vétérinaire.

Elle se réunit une fois par trimestre ou en cas de besoin.

Section 3 : Du Centre National de Surveillance Epidémiologique et d'Hygiène Alimentaire (CNSEHA)

Art 13.- Le Centre National de Surveillance Epidémiologique et d'Hygiène Alimentaire (CNSEHA) est l'unité de Coordination du Réseau de Surveillance Epidémiologique.

Le Centre National de Surveillance Epidémiologique et d'Hygiène Alimentaire est une structure d'appui au sein du service «Santé Animale» de la Direction de l'Elevage.

Il a une fonction de coordination, de suivi technique, de contrôle, de documentation et de relations dans le domaine des activités de diagnostic vétérinaire, de surveillance épidémiologique et d'hygiène alimentaire. Il prépare le rapport mensuel d'activités et le bulletin trimestriel d'informations.

Section 4 : Des Unités Régionales

Art 14.- Les Unités Régionales assurent l'animation du Réseau au niveau régional et servent de relais entre le terrain et l'unité de coordination.

Ils comprennent :

- le laboratoire vétérinaire de Parakou, chargé de la sérosurveillance au plan national ;
- les laboratoires vétérinaires de Porto-Novo, de Bohicon et de Natitingou qui interviennent en qualité d'antennes mobiles ;
- le laboratoire vétérinaire de Bohicon, chef de file en matière de surveillance épidémiologique de la Peste Porcine Africaine.

Section 5 : Des Postes de Surveillance Active

Art 15.- Les postes de surveillance active ont pour rôles de détecter de façon active les événements pathologique, de communiquer périodiquement ou en urgence les résultats de leurs observations aux Unités mobiles régionales.

Ils comprennent :

- douze (12) postes de frontaliers installés à Gouandé, Tchettli, Iladji (Kétou), Kraké, Ouroumoussi, Toui, Okéowo, Madécali, Boukoubé, Négansi, Kalaté ;
- six (6) postes de marchés à bétail installés à Malanville, Guéné, Kolokondé, Parakou, Bohicon et Cotonou ;
- six (6) postes de localités à forte concentration d'animaux installés à Banikoara, Kérou, Gogounou, Kouandé, Bassila et Ouèssé.

Section 6 : Des Postes Vétérinaires au sein des CARDER

Art 16.- Les postes vétérinaires au sein des CARDER sont des postes de terrain tenus par des agents d'Elevage du secteur public et privé. Ils ont des rôles comparables à ceux des postes de surveillance active qu'ils complètent.

Dans les deux (2) cas, le personnel des CARDER et les professionnels privés impliqués doivent communiquer directement leurs observations aux unités mobiles régionales.

Ces postes au nombre de douze (12) sont installés à Tchaourou, Sinendé, Tanguiéta, Ouassa-Péhunco, Djidja, Bantè, Aplahoué, Grand-Popo, Toffo, Ouidah, Pobè et Sèmè-Poçji.

Section 7 : Des Eleveurs

Art 17.- Les Eleveurs organisés en associations de producteurs ou regroupés en Comités de Défense Sanitaire jouent le rôle de clé de voûte de la réussite des actions rapides du Réseau en fournissant les informations primaires.

TITRE IV

Des Modalités Pratiques de Fonctionnement du Réseau

Art 18.- La collecte, la transmission, la compilation, l'analyse, l'évaluation, l'interprétation des informations sanitaires et leur diffusion effective et rapide doivent être conformes aux orientations de Bureau Inter-Africain des Ressources Animales de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA/IBAR).

Art 19.- Il sera établi des protocoles de collaboration et de motivation des intervenants, harmonisés à l'échelle régionale, notamment :

- un protocole d'accord avec les structures d'encadrement, les projets d'élevage, les structures de recherche et les autres acteurs,
- des mandats sanitaires avec les vétérinaires privés,
- un système de motivation des intervenants en fonction du travail effectivement fourni pour le Réseau.

Art 20.- Le suivi-évaluation du Réseau, notamment son efficacité face aux situations d'urgence est à évaluer, de même que la qualité et la pertinence des données produites.

Le Comité de Pilotage met en oeuvre l'évaluation interne à tous les niveaux d'intervention selon les indicateurs harmonisés au niveau du Programme Panafricain de Contrôle des Epizooties (PACE), tandis que l'évaluation externe est réalisée par une structure externe au Réseau.

Art 21.- Le Réseau de Surveillance Epidémiologique prend en compte la capitalisation des expériences béninoises dans le sous-secteur de l'Elevage, notamment en ce qui concerne les acquis du Programme «Campagne Panafricaine de l'Organisation de l'Unité Africaine contre la Peste Bovine (PARC/OUA)», en terme d'actions et d'équipements.

L'équipement complémentaire nécessaire au fonctionnement du Réseau à divers niveaux est à la charge du PROGRAMME Panafricain de Contrôle des Epizooties (PACE/Bénin) qui doit par ailleurs organiser des sessions de formation appropriées en informatique, en épidémiologie en reconnaissance des maladies ci-dessus visées, sur le reportage et sur le manuel des procédures.

TITRE V

Des Dispositions Diverses

Art 22.- Le Directeur de l'Elevage, les Directeurs Généraux des CARDER sont chargés de l'application du présent Arrêté en étroite collaboration avec les Autorités politiques et administratives.

Art 23.- Le présent Arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Cotonou, le 6 février 2001

Théophile NATA.